

Quant à la guerre au Vietnam, les Canadiens n'ont et n'ont eu depuis le début qu'un seul désir, celui de voir cesser les hostilités. C'est pourquoi, le gouvernement canadien a toujours cherché par tous les moyens à atteindre cet objectif. Il faut y arriver, non seulement en raison des pertes énormes que subit le peuple vietnamien mais aussi en raison du danger que présente pour la paix mondiale la poursuite des hostilités.

Notre attitude s'est inspirée du principe fondamental selon lequel toute proposition ou initiative, pour être utile, doit avoir quelque chance d'être acceptée par les parties en cause elles-mêmes. C'est en tenant compte de ce principe que nous avons étudié la situation avec les deux parties et que nous avons essayé de formuler certaines propositions pouvant servir de base à la création d'une atmosphère où le dialogue serait possible. Nous avons surtout cherché un moyen de restreindre les hostilités, y compris à la fois la cessation des bombardements et la cessation de l'infiltration dans le Sud, comme prélude à un accord plus général. En outre, le Canada n'a rien ménagé pour permettre à la Commission internationale de contrôle de jouer son rôle dans l'aplanissement des voies qui mèneront à un règlement pacifique ou dans la mise en oeuvre d'un tel règlement. Nous avons aussi fait savoir que nous sommes disposés à envisager avec beaucoup de sympathie toute proposition tendant à l'établissement d'une présence internationale au Vietnam en vue d'un règlement.

Jusqu'ici, ni le Canada ni aucun autre pays, ni même une personne de bonne volonté n'a trouvé une formule que pourraient accepter les deux parties. Mais les conséquences tragiques de la guerre exigent que nous mettions tout en oeuvre pour trouver une solution. Je puis vous assurer que nous n'y manquerons pas.

J'aimerais maintenant résumer mes observations sur les apports du Canada à la paix et au développement, mais vous comprendrez que je n'ai évidemment traité que de certains des aspects importants de la politique étrangère du Canada et non de tous les secteurs de cette politique.